

## LES PREMIERS COMBATS (1) ...

2 avril 1871.

Tout Paris - bourgeois et prolétaires - est outré d'indignation.

Versailles a pris l'initiative de la guerre civile et, sans provocation aucune, a fait tirer sur les nôtres aux avant-postes de Courbevoie.

Le plus ignoble des soudards de l'Empire, Galliffet, a ouvert le feu et, qui pis est, a fait fusiller des prisonniers, poussant le cynisme jusqu'à s'en vanter dans une proclamation!

Ce seul acte eût dû le faire révoquer sur le champ, s'il n'eût été évidemment d'accord avec Versailles.

C'est ainsi que Thiers a voulu prouver à la Province qu'il a *« enfin réussi à organiser une des plus belles armées que la France ait possédées »*.

Devant cet acte abominable, la conscience publique s'est soulevée. Je viens de voir quelques commerçants, jusqu'alors indécis, qui prennent ouvertement parti pour la Commune.

Près de deux cent mille hommes sont en armes, demandant qu'on les envoie venger l'odieux assassinat commis par Galliffet.

Malheureusement, nous ne sommes vraiment pas préparés à une sortie.

L'artillerie considérable que nous possédons n'est nullement en état de faire campagne. Toutes les bouches à feu, canons et mitrailleuses qui se trouvent à l'Hôtel-de-Ville, ont besoin d'être sérieusement révisées. A toutes, il manque quelques pièces indispensables.

Il faut donc d'abord procéder à leur réfection avant de songer à livrer bataille hors Paris.

Aussi, à la commission exécutive, Félix Pyat et moi nous sommes-nous vivement opposés à ce qu'on jouât une partie de cette importance avant d'avoir plus de chance de la gagner.

Nos jeunes généraux improvisés sont sans doute remplis d'ardeur, mais la situation n'est plus la même qu'au lendemain du 18 mars.

Lullier, délégué par le Comité Central pour s'emparer du Mont-Valérien, alors dépourvu de tout moyen de sérieuse résistance, a singulièrement fait les affaires de Versailles en se contentant de la soi-disant promesse du commandant de ce fort de demeurer neutre. Comme si de pareilles promesses pouvaient être réellement tenues!

Aujourd'hui le Mont-Valérien, quoi qu'en dise le trop confiant Bergeret, doit avoir tout ce qu'il faut pour intercepter les communications de ce côté. Il y faut donc prendre garde.

*« Bah! Qu'importe? nous réplique notre brave ami Duval. On y laissera sa peau, voilà tout! »*.

(1) Titre de l'extrait choisit par *Anti.mythes*.

Ce n'est pas uniquement, je suppose, pour «*y laisser sa peau*» qu'on livre bataille, mais pour prendre surtout celle de l'ennemi.

Il a donc été décidé qu'avant tout, il sera dressé un état par bataillon des forces placées sous les commandements respectifs des citoyens Eudes, Duval et Bergeret, avec indication de leur armement; un état de notre artillerie et de son matériel de rechange; un inventaire des munitions avec indication des divers magasins qui les contiennent.

On fera de plus exécuter immédiatement les réparations indispensables à la mise en service de toutes les bouches à feu pour appuyer la sortie, et enfin on assurera le service régulier des vivres pour les diriger rapidement où besoin sera.

Il s'agit, en effet, de confier le moins possible au hasard le résultat d'une affaire militaire dans laquelle la Commune pourrait, sans cela, subir une irréparable défaite.

A onze heures du soir, seulement, la Commission exécutive avait terminé tous ces arrangements.

Vers quatre heures du matin, je quitte l'Hôtel-de-Ville pour aller quelques instants chez moi, après avoir signé des bons pour deux cent mille rations à distribuer aux fédérés massés au Champ de Mars et attendant les ordres de leurs chefs.

*3 avril 1871.*

Huit heures du matin. Le canon gronde dans les trois directions sur Versailles.

A l'Hôtel-de-Ville, les visages sont consternés. De Courbevoie arrivent les plus désastreuses nouvelles.

Le corps de Bergeret, qui marchait sur Nanterre, est en pleine déroute. Les fédérés rentrent, débandés, par la porte Maillot et celle des Ternes, criant à la trahison.

Que s'est-il donc passé ?

Persistant dans leur projet de sortie immédiate, nos trois généraux, après avoir fait revenir deux des membres de la commission exécutive sur les mesures arrêtées d'abord, ont effectué leur sortie, croyant que, grâce à l'enthousiasme incontestable de leurs troupes, ils iraient dans la journée même enlever Versailles.

Toujours confiant dans le conte bleu imaginé par Lullier, le citoyen Bergeret a lancé son corps d'armée sous le feu même des batteries du Mont-Valérien qui, laissant les nôtres s'approcher à portée, a vomi sa mitraille à pleine volée.

Surpris par cette attaque, à laquelle l'aveugle imprudence de leur chef ne les a point préparés, les fédérés battent en retraite dans le plus grand désordre jusque dans Paris où quelques membres de la Commune, envoyés en toute hâte, réussissent à les rallier.

Le désarroi des premiers moments fut tel, qu'avec un peu d'audace les Versaillais eussent pu facilement pénétrer dans Paris sur les pas des fuyards.

De leur côté, les corps commandés par les citoyens Eudes et Duval, malgré leur entrain et leur énergie, sont également refoulés jusque sous les forts de Vanves et d'Issy dont l'artillerie les protège.

Mais notre ami Duval et environ quinze cents hommes restent hélas! cernés sur le plateau de Châtillon où ils se défendent héroïquement, sans qu'il soit possible de les tirer de cette affreuse situation.

C'en est fait désormais, c'est probable, de toute attitude offensive de notre part. La partie au point de vue militaire est perdue pour nous.

Si la province ne comprend pas; si elle ne se lève pas pour secourir Paris, nous ne pourrions que rester sur la défensive, et c'est alors la mort lente, mais certaine de la Révolution. Nulle illusion n'est possible à cet égard.

Le massacre des prisonniers est érigé en système par Versailles.

Encouragés par notre défaite, les généraux de Thiers se sont empressés d'imiter Galliffet.

Duval et ses quinze cents compagnons ayant dû se rendre le soir du 4 avril - avec promesse de la vie sauve - le pandour Vinoy, le signataire de la capitulation de Paris, le fuyard de la place Pigalle dans la matinée du 18 mars, a voulu laver sa honte dans le sang de notre brave ami et de deux de ses officiers d'état-major qu'il a lâchement fait fusiller.

A Rueil, hier, l'infortuné et héroïque Flourens a été assassiné par le capitaine de gendarmes Desmarest qui, froidement, lui a littéralement fendu la tête d'un coup de sabre.

Légitimement exaspérés par le récit de ces atrocités les fédérés réclament d'énergiques mesures contre les réactionnaires demeurés jusqu'alors dans Paris et qui déjà triomphent bruyamment de notre défaite.

Cette exaspération trop concevable pourrait bien amener d'affreuses représailles dont Thiers et consorts seraient, il est vrai, seuls responsables. Mais qu'importe cette responsabilité dans l'avenir? Il faut avant tout parer à d'autres éventualités.

Dans ce but le Conseil communal a pensé que l'unique parti à prendre était de donner d'abord toute sécurité aux défenseurs de la Commune et de les garantir des trahisons des réactionnaires en procédant à l'arrestation de ces derniers - à titre d'otages - chaque fois que par leurs agissements ils s'affirmeraient adversaires de la Commune.

En conséquence il est décrété que tout individu prévenu de complicité avec Versailles sera mis en état d'arrestation provisoire et, dans les vingt-quatre heures, traduit devant un jury qui décidera de sa mise en liberté ou du maintien de sa détention.

Dans ce dernier cas, il sera alors considéré comme otage.

**Gustave LEFRANÇAIS.**

-----